

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/W/17  
12 septembre 2003

(03-4833)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Cinquième session  
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

## POSITION COMMUNE DE L'UNION AFRICAINE/DES PAYS ACP/DES PMA CONCERNANT L'AGRICULTURE

### Communication de Maurice

La communication ci-après, datée du 12 septembre 2003, a été reçue de la délégation de Maurice.

Les pays de l'Union africaine (UA), d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les pays les moins avancés (PMA) sont convenus des positions de négociation communes ci-après concernant l'agriculture. Ces positions communes s'inspirent des diverses Déclarations ministérielles qui ont été adoptées par les Groupes, des communications présentées à l'OMC et s'appuient également sur les consultations qui ont eu lieu récemment ici à Cancún.

Les pays de l'Union africaine, les pays ACP et les PMA sont préoccupés de ce que le projet de texte ministériel et l'Annexe pertinente sur l'agriculture restent en deçà des objectifs envisagés dans la Déclaration de Doha en ce qui concerne la poursuite de la réforme des marchés agricoles. Nous estimons que la poursuite de la réforme dans le domaine de l'agriculture devrait viser à atteindre les objectifs, tels qu'ils sont énoncés dans le mandat donné à Doha, et que chaque cycle de négociations sur l'agriculture devrait tendre vers une réforme graduelle, aussi bien en termes de valeur qu'en ce qui concerne l'élaboration de règles. Nous soulignons que le "Cadre", et que les modalités associées dont il doit être convenu, devraient eux-mêmes porter pleinement sur les trois piliers, d'une manière équilibrée et équitable. Nous rappelons que, conformément au mandat donné à Doha, le traitement spécial et différencié devrait faire partie intégrante de tous les éléments des négociations sur l'agriculture.

### **Accès aux marchés**

Le Cadre ne prévoit pas une réduction tarifaire significative de la part des pays développés et il ne traite donc pas de la question des tarifs élevés, des crêtes tarifaires et de la progressivité des tarifs. En outre, l'approche dite de la "formule composite", qui est proposée, permettra aux pays développés de placer les produits frappés de tarifs élevés dans la "catégorie sensible aux importations", de sorte que ceux-ci feront l'objet d'engagements de réduction moins élevés.

À cet égard, les pays de l'Union africaine, les pays ACP et les PMA demandent:

- Que les conditions d'accès aux marchés soient améliorées pour leurs produits agricoles et que les pays développés réduisent les crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs.

- Un programme visant à soutenir l'amélioration des capacités au niveau de l'offre dans le secteur agricole, pour pouvoir profiter pleinement des possibilités d'accès aux marchés.
- L'établissement d'un objectif global pour ce qui est des réductions tarifaires devant être opérées par les pays développés.
- Que les pays développés se penchent sur la question des obstacles non tarifaires, tels que les mesures SPS et les mesures OTC, ainsi que sur les autres barrières à l'entrée sur les marchés.
- Des régimes de contingents tarifaires davantage simplifiés et transparents qui offrent des avantages nets à ces pays.
- Que les pays développés consolident l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits des PMA.
- Que le niveau des tarifs maximaux ne soit pas plafonné pour les pays en développement.
- De pouvoir choisir eux-mêmes les produits spéciaux.
- Nous rappelons l'importance vitale des préférences commerciales accordées de longue date aux pays de l'Union africaine, aux pays ACP et aux PMA, et demandons aux Membres de l'OMC de garantir le maintien et la sûreté de ces préférences au moyen de règles et de modalités souples basées sur les besoins en matière de développement. En conséquence, nous demandons que le Cadre concernant l'agriculture incorpore les propositions pertinentes figurant dans le document Harbinson ainsi que l'élaboration d'un mécanisme qui compenserait l'effritement des préférences accordées à ces pays.
- Le projet de texte ministériel et l'Annexe qui l'accompagne n'ont pas pleinement pris en compte la diversité des concepts propres aux pays en développement et aux pays les moins avancés, tels que les produits spéciaux (PS) et les mesures de sauvegarde spéciales (MSS), qui sont importants pour ces pays. Nous insistons pour que le projet de cadre concernant l'agriculture incorpore pleinement les propositions contenues dans le premier projet de modalités révisé présenté par M. Harbinson.

### **Soutien interne**

- Que les pays développés réduisent substantiellement toutes les formes de mesures de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges.
- La réduction substantielle des mesures de la catégorie orange et de la catégorie bleue, en vue de leur retrait progressif et de leur élimination.
- S'agissant des mesures de soutien de la catégorie verte, que les pays développés plafonnent l'élément ayant des effets de distorsion des échanges.
- Que les PMA soient exemptés des engagements de réduction au titre de l'Accord sur l'agriculture.

### **Concurrence à l'exportation**

- Une réduction substantielle des subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif sur une période déterminée.
- À cet égard, nous accueillons favorablement la proposition des CE prévoyant l'élimination des subventions accordées pour les produits qui présentent un intérêt pour les pays africains. À ce sujet, ces pays devraient pouvoir choisir eux-mêmes les produits qui bénéficieront de cette proposition et avoir la possibilité de diversifier leurs produits. Nous demandons aux autres pays développés d'en faire autant.
- L'octroi d'un traitement différencié approprié en faveur des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, dans le cadre de l'élaboration de disciplines relatives aux crédits à l'exportation, conformément à la Décision de Marrakech.

### **Autres questions**

- Il faudrait examiner la question de l'aide alimentaire dans des situations d'urgence dans ces pays. En outre, l'aide alimentaire devrait pouvoir être maintenue pour faire face aux déficits alimentaires chroniques et/ou répondre aux objectifs en matière de développement.
  - Nous rappelons la Décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et demandons à ce qu'elle soit mise en œuvre rapidement.
-